



La « **politicalité sociale** » comme outil pour remettre la politique et l'avenir entre les mains des citoyens

11 marzo 2023

Une grande partie de la population italienne a peu de confiance dans les partis et la classe politiques, qui semblent ne pas percevoir les problèmes de la vie réelle. Cette situation, qui n'est pas accidentelle et qui est également présente dans la plupart des nations du monde, a des répercussions négatives sur l'organisation et l'administration de la vie publique et sociale.

Tout cela conduit à une frustration généralisée, qui amène les citoyens à perdre confiance dans les institutions et la démocratie représentative: c'est un processus auto-entretenu qui génère de l'abstentionnisme et des dérives anti-démocratiques.

Le **Réseau pour la politicalité sociale** (ci-après RPS) estime, en résumé, que cette situation est due au fait que les institutions, telles que nous les connaissons, ne peuvent pas fonctionner. Il est temps que les citoyens en prennent conscience et s'engagent au plus vite à développer la dimension sociale de la politique.

1) Les deux types de politique

Schématiquement, nous pouvons identifier deux types de politicalité.

La première est la **politicalité institutionnelle**, (nous avons ressenti le besoin de créer le néologisme «politicalité»), réalisée dans les institutions prévues par la constitution, telles que le gouvernement et le parlement, où sont prises les décisions contraignantes pour tous.

La seconde est la **politicalité sociale**, qui doit être réalisée par les citoyens et qui s'incarne dans un ensemble de fonctions et d'actions qui agissent en étroite corrélation les unes avec les autres..

2) Qu'est-ce que la politicalité sociale ?

Par "politicalité sociale", le RPS entend l'ensemble des instruments, actions et fonctions qui permettent aux citoyens de développer des idées et des visions politiques pour diriger et contrôler la politique institutionnelle dans l'intérêt de la communauté. La politicalité sociale se développe donc lorsque la société civile dispose d'espaces et d'instruments politiques pour s'éduquer, se confronter, exprimer ses exigences et ses propositions, participer à l'élaboration des programmes électoraux et à la sélection des candidats aux fonctions électives, et vérifier et évaluer le travail des élus.

RPS pense qu'il est utile de souligner que les élections ne sont pas suffisantes pour affirmer l'existence de la politicalité sociale, car les élections doivent être le point final d'un parcours de participation, de confrontation et d'élaboration d'une vision de la société. Sinon, les élections sont réduites à un rituel qui devient un semblant de démocratie.

3) Les éléments indispensables pour donner vie à la politicalité sociale

- a) Un système d'information indépendant
- b) Une éducation civique pour la citoyenneté
- c) L'existence de partis et/ou de formations politiques, entendus comme des associations de citoyens pour participer et contribuer aux choix politiques.

4) Pourquoi y a-t-il peu de politicit  sociale dans la société d'aujourd'hui ?

Dans le monde entier, pour des raisons historiques, les systèmes politiques contemporains ne permettent pas le développement de la politicit  sociale, au contraire, ils la compriment, puisqu'ils permettent l'accumulation du pouvoir entre les mains des mêmes individus qui prétendent exercer en même temps la politicit  institutionnelle (en tant que parlementaires ou membres de l'exécutif) et la politicit  sociale (dans les positions clés des partis). Cette accumulation de r les est le principal facteur qui annule la politicit  sociale: il est donc clair que, pour qu'elle puisse s'épanouir, il doit y avoir une séparation nette entre la politicit  sociale et la politicit  institutionnelle, sinon contrôleurs et contrôlés coïncideront, ce qui entraînera un dangereux conflit d'intérêts.

Vous trouverez ci-dessous une liste de quelques points critiques relatifs à la situation italienne.

- 1) C'est la direction du parti qui sélectionne les candidats qui, une fois élus, se sentent "liés" pour leur avenir politique aux partis qui les ont fait  lire, ce qui tend à négliger l'intérêt collectif. Ce système de sélection de la classe politique et administrative, qui privilégie la nomination, dans les listes électorales, dans les organismes publics et dans les sociétés d'investissement, de personnes proches des partis et fidèles aux patrons, asphyxie la classe dirigeante du pays et conduit à l'extension progressive du clientélisme et du partage du pouvoir.
- 2) La personne élue a tendance à privilégier sa propre r election, entrant ainsi en conflit d'intérêts avec sa fonction publique. Ce fait, humain et compréhensible, conduit à:
 - (a) Destruction de la fonction du parti parce qu'il est utilisé comme un instrument de pouvoir et de promotion personnelle au lieu d'être un instrument de développement politique et social ;
 - b) Dégradation des institutions parce que des personnes organiques au parti sont placées à des postes clés, privilégiant la loyauté plutôt que la compétence.
- 3) Les campagnes électorales nécessitent d'importantes ressources économiques et médiatiques qui sont souvent fournies par des groupes de pouvoir qui exigent ensuite, bien sûr, une contrepartie.

Les phénomènes que nous venons de décrire favorisent une imbrication perverse du pouvoir politique (politicit  institutionnelle) et du pouvoir économique-financier, universitaire et médiatique, avec une présence tentaculaire des partis dans tous les aspects de la vie civile, avec un aplatissement social général et une perte du potentiel que seule une société intellectuellement libre peut exprimer.

Le corps social a un besoin vital de forces politiques profondément renouvelées.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que l'activité politique ne peut pas être assimilée à une profession commune, qu'elle ne peut pas être exercée à vie au sein des institutions et que pour résoudre les pathologies actuelles de la politique, il ne suffit pas de changer de personnes (même si elles ont prouvé leur honnêteté et leur compétence), mais qu'il faut des changements structurels dans les formes de la politique (par exemple: une loi sur les partis, une limitation du nombre de mandats, une interdiction d'abandonner le mandat détenu par les électeurs).

Le Réseau pour la politicit  sociale s'engage à développer une action politique et culturelle pour surmonter les pathologies mises en évidence.

5) Pourquoi est-il indispensable de développer la politicit  sociale ?

La richesse intellectuelle de la société risque de ne pas être valorisée par le manque de politicit  sociale, de sorte que l'ensemble de la société souffre de son incapacité à penser politiquement ; elle ne produit donc pas ces visions partagées dont la société a tant besoin pour éviter d'être submergée par des intérêts bien organisés qui n'ont pas pour objectif premier le bien commun et l'intérêt général.

Les nombreuses associations politiques et culturelles, dont la société civile est riche, sont incapables, faute d'outils et d'espaces adéquats, d'entrer en relation avec des institutions qui, tout en se déclarant sensibles, sont en fait sourdes aux demandes sociales.

Actuellement, tous les choix politiques sont faits uniquement par le secteur institutionnel (les politiciens professionnels et l'appareil bureaucratique) qui, se déplaçant selon des rapports de force institutionnels, économiques et sociaux consolidés au fil du temps, ne peut développer une vision politique visant l'intérêt de tous. Cette situation conduit souvent à des ruptures systémiques telles que des crises politiques, économiques, environnementales ou des guerres.

La société, marginalisée et privée de moyens de participation adéquats, n'a plus que des formes de protestation bruyantes ou un repli résigné sur soi.

6) Quelles réformes pour le développement de la politicit  sociale ?

6.1) Règlement des partis

Statu quo: Aujourd'hui, chaque parti est dirigé par des personnes qui sont simultanément dans les institutions de l'état, ce qui crée un double rôle, un double pouvoir, une grande inefficacité, peu de contrôle et de la corruption. Les listes électorales ne sont pas établies par le peuple, après avoir évalué et sélectionné les candidats, mais par l'appareil du parti. Enfin, il n'y a aucune transparence sur l'origine du financement des partis.

Objectif: Les personnes qui représentent un parti ou le dirigent ne peuvent pas occuper de fonctions électives publiques ou de postes gouvernementaux. La réforme des partis doit introduire la démocratie et la participation dans les processus décisionnels internes des partis ; ceux-ci seront également dotés de fonctions publiques afin de devenir des instruments associatifs favorisant la participation de la citoyenneté aux choix politiques.

6.2) Réforme scolaire

Statu quo: les écoles, en général, ont tendance à éduquer mais pas à former des citoyens. Les gens ont tendance à quitter l' cole à tous les niveaux sans savoir comment fonctionnent les institutions, sans avoir une connaissance de base du droit, sans savoir comment exercer leurs droits et sans avoir les outils pour comprendre le langage de l'administration publique.

Objectif: l' cole ne doit pas seulement assurer la mission d'éduquer, mais doit former à la citoyenneté active avec un programme national unique afin que chacun soit préparé à entrer dans la société avec la conscience de son rôle: chaque citoyen doit non seulement connaître le fonctionnement des institutions, mais aussi être capable d'exercer ses droits et de remplir ses devoirs.

Il serait également très utile d'enseigner la non-violence et en particulier la communication non-violente, qui est fondamentale pour parvenir à une capacité généralisée de dialoguer avec sérénité, d'écouter et de respecter l'interlocuteur, en apprenant à utiliser la politicit  sociale comme un outil pour composer des visions différentes et les transformer en opérativité et en normes en faveur du bien commun.

6.3) Réforme des médias

Statu quo: Aujourd'hui, la plupart des médias, y compris les médias publics, sont contrôlés par des groupes de pouvoir (politiques et économiques) qui influencent fortement l'information. L'Italie occupe la 58e place selon le classement 2022 de "Reporters sans frontières".

Objectif: Un service public libre et pluriel pour encourager l'esprit critique et la prise de conscience.   cette fin, il sera nécessaire que les fournisseurs d'informations publiques soient sélectionnés de manière transparente, en tenant compte du pluralisme de l'information et en évitant les intérêts particuliers. L'objectif ultime du système d'information doit être de satisfaire le droit à la connaissance. Il ne suffit pas de mettre les documents et les données à la disposition de tous si les conditions de leur utilisation effective ne sont pas cr ees. L'information doit accompagner les processus d'évolution sous la bannière de notre Constitution et de notre démocratie.

En particulier en ce qui concerne le service public de radiodiffusion, nous pensons que les citoyens doivent également avoir un rôle dans le contrôle de la gestion de ce service afin de garantir son indépendance.

7) Quel rôle pour les associations, comités, groupes et mouvements ?

L'approche socio-politique, qui envisage la création de forces / partis politiques radicalement différents du passé, qui deviennent un véritable pont entre la citoyenneté et les institutions, favoriserait également une évolution naturelle du rôle des associations, groupes, mouvements et comités. Toutefois, un changement de mentalité est nécessaire: nous devons surmonter les préjugés à l'égard de la politique et comprendre que la politique, si elle était structurée différemment, deviendrait le lieu idéal pour écouter, évaluer et éventuellement mettre en œuvre les propositions de la société civile. Ces organes pourraient donc, dans un avenir proche, contribuer de manière significative au bon fonctionnement de la politicalité sociale en collaborant, par exemple, à la définition des programmes politiques et à la recommandation des candidats à inscrire sur les listes électorales. Le RPS espère que ces organismes saisiront l'importance et le potentiel de l'élaboration des politiques sociales et décideront donc d'y participer, en s'intégrant dans un cadre plus général qui permettrait des synergies intéressantes et accélérerait le changement culturel nécessaire pour modifier les formes de la politique dans l'intérêt collectif.

8) Réflexions finales.

La politique et la politicalité sociale sont intimement liées à la communication non violente, car la politique, grâce à la confrontation et à l'écoute, grâce à l'attention à l'autre, peut trouver la meilleure synthèse entre les différentes visions des diverses composantes de la société. La violence est la négation de la politique.

Le RPS souligne que le développement de la politicalité sociale dans la société pourrait entraîner une amélioration sensible du fonctionnement des institutions et de la société en général. Malgré cela, le RPS est conscient que la politicalité sociale n'est pas la "solution aux problèmes" mais la condition indispensable à leur résolution, car elle permet d'aborder les problèmes complexes générés par les grandes puissances économique-financières qui gouvernent le monde.

Enfin, le RPS estime que ce n'est que par la participation et la croissance civique de tous les citoyens que les phénomènes locaux et mondiaux pourront être mieux gouvernés pour un avenir de prospérité et de paix.

Pour en savoir plus sur la politicalité sociale, nous vous renvoyons à l'essai de Giuseppe Polistena(*) intitulé "La politicalité sociale: la nouvelle frontière de la politique" (voir www.reteperlapoliticitasociale.org sous "documents"). Nous vous conseillons également de lire le livre publié en mai 2022 "La politique, cette inconnue" Mimesis edizioni: une analyse révolutionnaire sur l'identité de la politique qui remet en question la perception commune de la politique des 2000 dernières années et propose les fondements culturels nécessaires pour relancer cette activité humaine qui pourrait apporter la paix et la prospérité.

Nous invitons tous ceux qui partagent ce texte à rester en contact avec le Réseau pour la politicalité sociale en s'inscrivant sur le site dans la rubrique "contacts". Pour écrire au RPS: info@reteperlapoliticitasociale.org

() Giuseppe Polistena - Diplômé en philosophie. Fondateur du magazine philosophico-littéraire "Malvagia", il a participé, dans les années 1980, à la formation du parti des Verts, en tant que coordinateur national et porte-parole régional. Ayant quitté le parti après l'élimination des premières règles statutaires qui en faisaient un véritable archipel, il entame un travail de recherche philosophique sur les formes politiques en créant divers groupes d'engagement culturel et civil dont "www.formeeriforme.it". Il continue à travailler comme directeur de lycée à Milan.*